

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 04 – du 23 janvier au 30 janvier 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LA RÉGIONALISATION DE LA PROBLÉMATIQUE DE L'EAU AU PROCHE-ORIENT (2/2)

Les contraintes sur la ressource hydrique contribuent à régionaliser la problématique de l'eau, à ce stade davantage en tant que source de conflits autour des fleuves partagés (Nil, Tigre, Euphrate, Jourdain) que de vecteur de coopération économique. Compte tenu de la centralité des eaux de surface dans l'approvisionnement hydrique, la répartition du débit des fleuves transfrontaliers et des bassins versants alimente les tensions entre pays.

LE CHIFFRE À RETENIR
90%
PART DU NIL DANS LES RESSOURCES
NATURELLES DE L'ÉGYPTÉ

Dépendante à 90% du Nil pour ses ressources naturelles en eau, l'Égypte fait face aux revendications des pays en amont du fleuve qui souhaitent exploiter davantage son débit. Si l'Égypte dispose d'un accord historique avec le Soudan, les tensions s'intensifient avec les autres pays nilotiques, en particulier l'Éthiopie qui vient de débiter la mise en service du Grand Barrage de la Renaissance.

La gestion du débit du Tigre et de l'Euphrate constitue une autre problématique régionale, entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. Situé en bassin-versant, l'Irak tire la majorité de ses ressources hydriques des deux fleuves, dont les sources se situent en Turquie, qui coulent en Syrie et dont les grands affluents, s'agissant du Tigre, coulent en Iran. Cette situation suscite des tensions en l'absence d'un accord plurilatéral global.

Par ailleurs, le partage des eaux du Jourdain, fleuve stratégique pour Israël, complexifie les relations avec la Jordanie, mais aussi la Syrie et le Liban. En Cisjordanie, la région du Jourdain, riche en eau, est particulièrement visée par la politique de colonisation et la fourniture d'eau reste sous le contrôle de l'administration israélienne.



Des initiatives de coopération peinent à émerger, en dépit de leur nécessité. La plupart des pays de la région (Égypte, Liban, Syrie, Iran, Irak) n'ont pas conclu d'accords économiques relatifs à l'eau, et n'ont pas d'ambitions ni de projets en ce sens. Israël conçoit à l'inverse la ressource en eau comme un instrument politico-économique à l'échelle régionale. Depuis le traité de paix de 1994, Israël s'engage à fournir à la Jordanie 50 M m³ d'eau par an. Depuis 2021, un second accord permet à la Jordanie de doubler la quantité d'eau reçue pour une durée de 3 ans, accord renouvelé en mai 2024 pour 6 mois. Les deux projets de coopération économique avec la Jordanie (« Red Sea-Dead Sea » en 2013, puis « Green-Blue Prosperity » en 2021) n'ont toutefois pas abouti, traduisant les difficultés à mettre en œuvre des coopérations dans un environnement sécuritaire régional dégradé, sur une problématique aussi vitale que stratégique.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. CROISSANCE PRÉVISIONNELLE DE 7,6% DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION À L'HORIZON DE 2028

Selon un rapport récent de GlobalData, le secteur de la construction en Égypte devrait connaître un taux de croissance annuel moyen de 7,6% entre 2025 et 2028, continuant à porter la croissance de l'économie. En 2024, ce secteur a représenté 10% du PIB avec une croissance annuelle de 5,7%. L'Égypte se positionne ainsi comme le troisième marché de la région MENA, après l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. La construction résidentielle reste le moteur principal du secteur, représentant 36,9% du marché en 2024, grâce à des initiatives gouvernementales favorisant l'accès à la propriété dans le cadre de la stratégie de développement de villes nouvelles. La dynamique sera également soutenue par la poursuite des mégaprojets d'infrastructures publics (transport notamment) et la multiplication des Partenariats Public Privé, notamment dans l'énergie et la gestion de l'eau. Le projet emblématique de Ras El Hekma, qui doit bénéficier d'un investissement de 35 Mds USD, piloté par le fonds émirien ADQ en collaboration avec Modon Holding, devrait également jouer un rôle déterminant dans le développement du secteur de la construction en Égypte.

2. RALENTISSEMENT ATTENDU DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES DES MÉNAGES EN 2025

La croissance réelle des dépenses des ménages en Égypte devrait être ramenée à 3,1% en glissement annuel en 2025 (contre 7,5% en 2024), atteignant 2,1 Mds EGP (soit 41 M EUR), selon [Fitch Solutions](#). Ce ralentissement s'expliquerait par l'impact limité des hausses des dépenses sociales prévues pour l'exercice budgétaire en cours, dans un contexte d'inflation élevé. À moyen terme, la croissance devrait se stabiliser à 4,4% par an, portant les dépenses à 2,4 Mds EGP (46 M EUR) d'ici 2028. Les dépenses alimentaires devraient progresser de 22,3%. La croissance des dépenses en habillement et chaussures serait ramenée à +20,1% en g.a (contre +34,9 % en 2024), en raison notamment du coût élevé des importations. Le revenu disponible annuel moyen atteindrait 185 600 EGP (3 542 EUR) en 2025 contre 155 100 EGP (2 961 EUR) en 2024. Toutefois cette progression sera principalement due à l'inflation plutôt qu'à un gain réel de pouvoir d'achat. À horizon 2028, la reprise économique et la baisse du chômage devraient favoriser une hausse réelle des revenus et une amélioration du pouvoir d'achat.

3. RETOUR DE L'ÉGYPTE SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

L'Égypte a émis 2 Mds USD d'euro-obligations à 5 et 8 ans, marquant son retour sur les marchés de la dette après près de deux ans d'absence, selon [JP Morgan Securities](#). Le

rendement initial se situe entre 9,75% et 10%, avec une réduction attendue de 1 à 2 % à l'ouverture des échanges. Une émission de sukuk souverains de 1,5 Md USD et la première obligation sociale du pays seraient également prévues au printemps 2025. Pour rappel, la dernière émission d'euro-obligations remonte à fin 2021, lorsque l'Égypte avait levé 6,75 Mds USD en deux opérations. Depuis, la volatilité des taux d'intérêt mondiaux et l'instabilité du marché des changes avaient freiné l'accès du pays aux marchés obligataires internationaux, à l'exception d'une émission de sukuk de 1,5 Md USD en février 2023. Le gouvernement cherche par ailleurs à réintégrer l'indice des obligations souveraines des marchés émergents de JP Morgan afin d'attirer de nouveaux flux d'investissement et d'allonger la maturité moyenne de sa dette à 4-5 ans.

4. CRÉATION DE COMITÉS CONSULTATIFS DANS 6 SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE

Le Premier Ministre égyptien a annoncé la mise en place de [six comités consultatifs](#) chargés d'orienter le gouvernement sur des domaines stratégiques tels que la macroéconomie, les exportations, le numérique et l'entrepreneuriat, le tourisme, les affaires politiques et l'urbanisme. Composés de personnalités influentes du secteur privé et de représentants des administrations concernées, ces comités visent à renforcer le dialogue entre le gouvernement et les acteurs économiques. Ils auront pour mission de formuler des recommandations sur les réformes, d'évaluer les stratégies gouvernementales et de proposer des solutions pour renforcer la compétitivité de l'économie égyptienne. Le Premier Ministre dirigera des réunions régulières réunissant ces instances avec les ministres et responsables compétents. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie gouvernementale de libéralisation de l'économie, avec pour objectif d'augmenter la part du secteur privé dans le PIB à 65 % d'ici 2030, contre 40 % pour l'année fiscale 2023/24.

IRAK

1. DÉVELOPPEMENT DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ POUR LES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES

Le ministère des Transports va renforcer son dialogue avec la SFI (Société Financière Internationale, Groupe Banque Mondiale) pour la modernisation des aéroports du pays sous forme d'investissements et d'exploitation en partenariats public-privé (PPP). Sont mentionnés les aéroports de Bassora, Mossoul, Dhi Qar et Najaf. La SFI a été mandatée en septembre 2023 pour structurer un projet et conseiller le gouvernement pour la modernisation de l'aéroport de Bagdad. Le résultat de la préqualification des groupements d'entreprises est attendu pour février. L'exploitation de l'aéroport sera

octroyée pour une durée de 20 ans. L'aéroport international de Bagdad a une activité d'environ 4 millions de passagers/an. L'objectif du projet de modernisation est de doubler ce trafic à 8-9 millions de passagers/an. L'investissement est estimé à quelque 500 M USD, dont 100 M USD seraient apportés par la SFI.

2. FORMATION DES CADRES DE LA NBI SUR L'INTÉGRITÉ FINANCIÈRE

L'Institute for Financial Integrity (IFI) a annoncé le 29 janvier 2025 le lancement d'un programme de formation sur l'intégrité financière et les paiements transfrontaliers à destination des cadres de la National Bank of Iraq (NBI). Cette formation, développée en partenariat avec la Banque Centrale d'Irak (CBI) et l'agence K2 Integrity, devrait renforcer la connaissance sur les exigences de conformité et de gestion des risques. Elle a également pour objectif de faciliter la mise en œuvre des normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB/FT), conformément aux recommandations et orientations du Groupe d'action financière (GAFI). Cette initiative s'inscrit dans les efforts déployés par la CBI visant à améliorer la transparence et l'intégration de l'Irak dans le système financier international.

3. RÉSEAU ÉLECTRIQUE : PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC STELLAR ENERGY AMERICAS

Le ministère de l'Électricité et l'entreprise Stellar Energy Americas ont signé le 19 janvier 2025 un protocole d'entente (MoU) afin d'améliorer l'efficacité du réseau de transport d'électricité. La première phase du projet, d'un montant supérieur à 2 Mds USD, prévoit la fourniture et l'installation de cinq sous-stations électriques de 400 KV, vingt-cinq sous-stations de 132 KV et cent sous-stations de 33/11 KV. Cet accord s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation des infrastructures électriques pour répondre à la demande croissante. En octobre 2024, Stellar Energy Americas avait obtenu un financement de l'US Exim Bank de 297 M USD pour un projet d'optimisation de la production d'électricité.

IRAN

1. DETTE PUBLIQUE EN HAUSSE (25,6% DU PIB) EN SEPTEMBRE 2024

Selon le bureau des dettes publiques du ministère de l'économie, les dettes brutes totales de l'État et des entreprises publiques ont atteint **25,9 % du PIB** (+3,8% en glissement trimestriel) en septembre 2024, le niveau le plus élevé depuis 1401 (2022/2023), dont **17%** pour l'État et **8,9%** pour les entreprises publiques. La dette brute de l'État s'élève à **17,3 M Mds IRR** (+11,7% en g.t, soit 29,1 Mds \$ au taux moyen de l'été 2024 1\$ = 594 000 IRR), et la

dette nette à **9,87 M Mds IRR** (+15,2% en .gt, soit 16,6 Mds \$). Les dettes brutes des entreprises publiques, quant à elles, ont progressé de **20,3% en g.t**, et leur dette nette de 4% en g.t. Malgré la hausse des exportations pétrolières depuis 1401 (2022/2023), l'endettement global continue d'augmenter, en particulier pour les entreprises publiques. À la fin de l'été 2024, la dette publique brute se répartit principalement entre le secteur paraétatique et coopératif (**65%**), les banques et établissements de crédit (**30%**) et les organismes publics non gouvernementaux (**5 %**). Pour les dettes brutes des entreprises publique, la répartition est la suivante : banques établissements de crédit (**62%**), institutions publiques non gouvernementales (**21%**), secteur paraétatique et coopératif (**17%**). L'évolution du ratio [dette liquide/dette totale] montre une tendance à la baisse sur la période mentionnée (-3,7% en g.t), atteignant 31,4%.

2. CLASSEMENT DES 10 PLUS GRANDES ENTREPRISES EN 2023/2024

Lors de la 27^{ème} conférence annuelle des entreprises les plus performantes d'Iran, organisée par l'Organisation de Gestion Industrielle, les résultats du classement des 500 plus grandes entreprises pour l'année 1402 (2023-2024) ont été annoncés. Ce classement met en lumière les entreprises ayant le chiffre d'affaires le plus élevé, illustrant ainsi leur impact significatif sur l'économie nationale. Selon ce classement, les dix premières entreprises sont :

- 1 Persian Gulf Petrochemical Industries Company**
8,8 Mds \$
- 2 Persian Gulf Star Oil Company** - 7,6 Mds \$
- 3 Banque Refah Kargaran** - 7,4 Mds \$
- 4 Bandar Abbas Oil Refining Company** - 6,4 Mds \$
- 5 Ghadir Investment Company** - 5,6 Mds \$
- 6 Mobarakeh Steel Company**
(Industrie des métaux ferreux) - 5,6 Mds \$
- 7 Banque Mellat** - 5,2 Mds \$
- 8 Iran Khodro**
(Constructeur automobile) - 5,2 Mds \$
- 9 Parsian Oil and Gas Development Group Company** - 4,1 Mds \$
- 10 Pars Arian Investment Company** - 3,7 Mds \$.

Ce classement met en évidence la prédominance des industries pétrolières, pétrochimiques et bancaires dans l'économie iranienne et leur rôle central dans le développement économique du pays.

3. L'OEAI OUVRE LE SECTEUR NUCLÉAIRE CIVIL AUX INVESTISSEURS PRIVÉS

Lors d'une réunion organisée par la Commission de l'Énergie de l'ICCIMA (Chambre de Commerce, d'Industries, des Mines et de l'Agriculture d'Iran), M. Mohammad Eslami, Directeur de l'Organisation de l'Énergie Atomique d'Iran (OEAI), a présenté sa nouvelle stratégie de collaboration avec le secteur privé. Cette politique vise à développer les infrastructures nucléaires civiles dans plusieurs domaines : énergie, santé et agriculture. Dans le secteur de l'énergie, l'objectif principal est d'atteindre une capacité de production d'électricité nucléaire de 20 GW d'ici 2041, représentant 22% de la production électrique totale du pays. Le plan prévoit :

- i) dans la province de Bushehr : Construction de 4 nouveaux réacteurs,
- ii) dans les provinces de Golestan et Gilan : Installation de 4 réacteurs russes de type VVER, d'une capacité totale de 3,6 GW (horizon 2035), pour un investissement estimé à 15 Mds \$,
- iii) dans la province du Sistan-et-Baloutchistan (côtes de Makran) : Déploiement de 4 réacteurs PWR d'une capacité totale de 4,8 GW (horizon 2041), nécessitant un investissement de 20 Mds \$,
- iv) dans la province d'Hormozgan : Construction de 4 réacteurs russes de technologie TOI, d'une capacité totale de 5 GW (horizon 2037), pour un investissement estimé à 21 Mds \$. Un projet en cours prévoit l'installation de deux réacteurs d'une capacité de 3 GW d'ici la fin du 7^{ème} plan national de développement, nécessitant un financement de 11 Mds \$, dans la province de Bushehr.

Pour les autres applications civiles :

- i) Agriculture : Développement de technologies d'irradiation pour réduire les pertes agricoles (actuellement 40 Mt, soit 30% de la production totale de 130 Mt) en éliminant parasites et pesticides,
- ii) Industrie : Production d'eau lourde, notamment pour la fabrication d'écrans LCD ou l'exportation vers les pays étrangers,
- iii) Environnement : La centrale de Bushehr a permis d'économiser l'équivalent de 105 Mb de pétrole depuis sa création. Dans le cadre d'une nouvelle initiative de partenariat public-privé, à partir de 2025, 20% de l'électricité produite par le centre nucléaire de Bushehr sera allouée aux acteurs privés représentés par la Commission de l'Énergie de l'ICCIMA. L'OEAI a insisté sur le fait que la réalisation des projets de centrales nucléaires nécessite une double approche : l'attraction d'investissements privés substantiels et le maintien d'une coopération internationale soutenue.

ISRAËL

1. LE COUT DE LA RECONSTRUCTION DANS LE NORD DU PAYS NE CESSE DE CROITRE

Un mois avant la date officielle du retour des citoyens israéliens dans les communes situées le long de la frontière nord du pays (1^{er} mars), l'impact et les coûts de la destruction se révèlent. Alors que les dirigeants des communautés frontalières avec le Liban contestent le budget de 15 Mds ILS (environ 4 Mds EUR) et ses critères, la presse économique indique qu'environ 15 000 demandes d'indemnisation pour dommages directs ont été soumises à l'autorité de l'impôt foncier depuis le 7 octobre. Près de 10 000 bâtiments ont été endommagés, ainsi que 2 000 véhicules et du matériel agricole. Au-delà de la réhabilitation des infrastructures par l'État, la menace que fait peser de nombreuses sous-munitions non-explosées dans cette zone largement agricole n'a toujours pas été résolue.

2. ANNÉE 2024 DIFFICILE POUR LE SECTEUR DU TOURISME

Après une brève période de reprise économique suite à la crise sanitaire du Covid-19, l'industrie hôtelière Israélienne a été confrontée aux nouveaux défis liés au déclenchement de la guerre du 7 octobre. La fermeture des hôtels dans les zones de conflit, la chute de 70% du nombre des touristes en 2024 (974 400 contre 3,2 M en 2023) et le plan gouvernemental d'hébergement des citoyens des zones à haut risque au nord et au sud du pays ont bouleversé le tourisme en Israël. Le nombre des nuitées touristiques en 2024 a baissé de 13,5% par rapport à 2023 et les citoyens israéliens en représentent 92% (contre 70% en 2023). Les revenus du secteur du tourisme ont ainsi baissé de 20 Mds ILS pendant les trois premiers trimestres de l'année écoulée.

3. DÉGRADATION DU SOLDE DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN 2024

Selon le Bureau central des statistiques, les importations israéliennes de biens en 2024 se sont établies à 91,9 Mds USD, identiques à celles de 2023, pour des exportations en recul de 4,5% (à 63,3 Mds USD). Le premier fournisseur d'Israël en 2024 reste l'Union Européenne avec 34,2% du total (31,4 Mds d'USD), devant la Chine (13,5 Mds USD) et les Etats-Unis (9,3 Mds USD). La France, selon les douanes israéliennes, reste le dixième fournisseur du pays avec 2,6 Mds USD, entre le Royaume Uni et la Corée du Sud. Suite à son embargo commercial déclaré en mai, la Turquie a vu ses exportations vers Israël reculer de 4,6 Mds USD en 2023 à 2 Mds USD en 2024.

4. IMPACT DE LA POLLUTION DE L'AIR SUR LA POPULATION

L'adoption d'une nouvelle méthodologie par le ministère de la protection de l'environnement pour calculer les décès prématurés annuels dus à la pollution de l'air a

abouti au doublement de la dernière estimation par l'OCDE (2280 en 2019). Les particules fines respiratoires (avec diamètre inférieur à 2,5 microns) ainsi que d'autres facteurs comme les gaz polluants émis par l'utilisation de combustibles fossiles, la poussière naturelle, les engrais ou encore les pesticides ont ainsi finalement engendré plus de 5 000 décès prématurés chaque année entre 2015 et 2023. Les coûts économiques de cette pollution sont estimés à 22,5 Mds ILS (6,3 Mds USD) par an.

JORDANIE

1. AIDE FINANCIÈRE DE 3 MDS € DE L'UE

Lors de la visite du Roi Abdallah II à Bruxelles mercredi 29 janvier, la Commission Européenne (CE) a annoncé une aide financière totale à la Jordanie de 3 Mds EUR pour la période 2025-2027, dont 1 Md EUR au titre de l'Assistance Macro Financière (AMF). Ce nouveau programme d'assistance financière s'inscrit dans la continuité des précédentes AMF, pour lesquelles l'Union Européenne a déboursé 1,08 Md EUR depuis 2013. Les fonds AMF prennent la forme de prêts concessionnels de long terme et les déboursements sont conditionnés à la mise en œuvre d'un agenda de réformes établi entre l'UE et le Royaume. La présente proposition doit à présent être validée par le parlement et le conseil européens.

LIBAN

1. REPRIS DES VOLS D'AIR FRANCE VERS ET DEPUIS BEYROUTH DÈS LE 1^{ER} FÉVRIER

Air France a officialisé la reprise de ses vols vers et depuis Beyrouth à partir du samedi 1^{er} février, comme annoncé par le président de la République, Emmanuel Macron, lors de sa visite officielle le 17 janvier dernier. La reprise sera progressive : à raison de cinq vols par semaine (5/7) jusqu'à mi-février puis un vol par jour (7/7). Après la reprise des vols de plusieurs compagnies de la région (Turkish, Qatar...), Air France est la première compagnie occidentale à reprogrammer des vols. Pendant plus de deux mois de guerre intense, seule la compagnie locale Middle East Airlines avait continué d'opérer depuis l'aéroport de Beyrouth.

SYRIE

1. L'UE S'ORIENTE VERS UN ASSOUPPLISSEMENT DES SANCTIONS À L'ÉGARD DE LA SYRIE

Les ministres des Affaires étrangères européens, réunis à Bruxelles le 27 janvier 2025, ont établi une feuille de route pour assouplir les sanctions contre la Syrie. Kaja Kallas, Haute représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a déclaré à

l'issue de la conférence de presse qu'un accord politique pour débiter un allègement des sanctions contre la Syrie avait été trouvé lors de cette réunion. Cet allègement, dont les contours doivent être précisés, adopte une approche progressive et réversible. Ces allègements pourraient concerner les secteurs de l'énergie, des transports ou encore les services financiers. Toutefois, l'impact de cet assouplissement partiel des sanctions européennes sur l'économie syrienne pourrait être limité compte-tenu du maintien de sanctions américaines à l'égard de la Syrie.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. SUSPENSION DES SERVICES DE L'UNRWA À JÉRUSALEM

La décision d'Israël de fermer les bureaux de l'UNRWA à Jérusalem, suite à l'adoption des lois par la Knesset, a été confirmée ce mercredi par la Cour suprême israélienne, qui a rejeté les recours des groupes de défense des droits humains. Cette décision met en péril le fonctionnement des camps qui abritent plus de 110 000 réfugiés, notamment à Shufat et Qalandiya, où environ 33 900 réfugiés sont enregistrés. L'UNRWA gère des écoles et des cliniques, offrant des services cruciaux à la population. Environ 70 000 personnes bénéficient de soins médicaux dans ses cliniques, et plus de 1 000 élèves fréquentent ses écoles à Jérusalem. En 2024, l'UNRWA a dispensé plus de 776 000 consultations médicales et enregistré 6 778 admissions à l'hôpital en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. L'agence prend également en charge la gestion des déchets et la santé publique. L'UNRWA a annoncé dans un communiqué avoir été contrainte de transférer ses employés hors de la ville, aggravant ainsi les difficultés pour les habitants de Jérusalem-Est.

2. SITUATION DES BANQUES À GAZA

Le vice-gouverneur de l'Autorité monétaire (PMA), Mohammad Manasra, a indiqué que les dépôts des banques de Gaza s'élevaient à environ 290 M USD avant la guerre, dont 180 M USD ont été dérobés. Il a annoncé que l'Autorité va reprendre progressivement les activités bancaires dans la bande de Gaza, en rouvrant six à sept agences sur les 56 qui existaient avant la guerre. Les banques reprendront leurs services bancaires, mais les retraits en espèces resteront exclus en raison du manque de liquidités et des conditions de sécurité instables. De son côté, Yehya Al-Shunnar, le nouveau gouverneur de la PMA, a précisé que la réouverture des agences se ferait en plusieurs étapes. Il a ajouté que d'autres agences seront ouvertes progressivement, en fonction des disponibilités de personnel, d'électricité, et de garanties de sécurité. En attendant, il a encouragé le public à utiliser les services de paiement électronique, tels que le système iBURAQ, pour effectuer des transferts rapides et gratuits.

3. CONSÉQUENCES DU GEL DES AIDES AMÉRICAINES SUR L'USAID DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS

Depuis 2021, l'USAID a investi plus de 600 M USD en Cisjordanie et à Gaza pour soutenir le développement économique et la résilience des communautés palestiniennes. L'aide humanitaire déployée depuis le déclenchement de la guerre par l'agence américaine a pour sa part atteint 1,2 Md USD. L'annonce du gel des programmes d'aide internationale par l'administration

américaine a conduit à une grande inquiétude en Cisjordanie, y compris au sein du secteur privé dont tous les contrats avec l'agence sont aujourd'hui suspendus. Cette décision pourrait perturber la continuité des projets de développement et d'assistance humanitaire essentiels pour les Palestiniens, exacerbant les défis déjà présents dans un contexte de crise.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) - 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2024P	FMI / WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
PIB / HAB. (USD) - 2024P	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2024P	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2024P	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	0 **	-1 *	-8 **
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2024P	FMI / WEO	91	46	35	68	92	158 **	50 *	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	26,4	3,1	31,2	3	1	18,1	60	100 **
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,0	n/a	43,9	47,4	n/a	48,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023	DOUANES FRANÇAISES	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023	DOUANES FRANÇAISES	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr